

Lettre ouverte

**À Madame Nicole Klein, Préfète de Seine et Marne,
Monsieur Vincent Eblé, Président du Conseil Général de Seine et Marne,
Monsieur Paul Miguel, Président de la Communauté d'Agglomération de Marne la Vallée,
Madame et Messieurs les Maires des Communes du Val Maubuée.**

Le 25 Avril 2013

Objet: situation des populations en grande précarité.

De nombreuses personnes vivent en Seine-et-Marne dans des conditions de dénuement et d'extrême précarité. Les Roms en sont la partie la plus visible et la plus exposée. La situation administrative qui leur est imposée freine lourdement leur accès à l'emploi et par conséquent leur droit au logement.

Cependant, face à la détresse humaine et à ces conditions de vie dramatiques, l'Etat et les collectivités locales ont des obligations légales, dictées par de véritables devoirs de solidarité et d'humanité. Celles-ci apparaissent notamment dans la circulaire du 26 août 2012, mais aussi dans le Code de l'action sociale et des familles qui définit les compétences du Conseil Général en matière d'aide sociale à l'enfance, sans parler de celles qui incombent aux collectivités territoriales : mairies, communauté de communes, etc...

Il semble que sur ces questions il y ait, malheureusement, un consensus des responsables politiques que vous êtes pour faire fi de ces obligations. Les campements des familles Roms font l'objet de décisions d'expulsion exécutoires à bref délai sans que le moindre diagnostic préalable n'ait encore été entrepris, et a fortiori sans que le moindre accompagnement pour trouver des solutions d'hébergement ait été mis en place. La salubrité publique et l'enlèvement des ordures ménagères ne sont pas assurés aux abords des campements et, si le droit à la scolarisation ou encore l'accès aux soins sont assurés a minima, c'est uniquement grâce au travail des collectifs et des associations.

Nous ne pouvons accepter que le droit soit ainsi bafoué par ceux qui sont censés le faire appliquer.

Les seuls acteurs publics intervenus positivement sur cette question sont le défenseur des droits et le Préfet Alain Regnier, Délégué Interministériel à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (DIHAL)

De plus le Tribunal Administratif de Lyon vient de condamner sous astreinte le préfet du Rhône à reloger plusieurs familles Roms, expulsées d'un terrain qu'elles occupaient depuis plusieurs semaines. De même, le Tribunal Administratif de Versailles vient d'imposer au Préfet la prise d'engagements de relogement des familles.

Depuis 8 mois le Collectif de Soutien aux Roms du Val Maubuée vous sollicite régulièrement, en vain, pour tenter de construire, avec les acteurs concernés, des solutions humaines et surtout pérennes, à une situation qui ne l'est pas. Nous n'osons croire que votre silence soit un acte délibéré destiné à laisser "pourrir" la situation. Ce silence et cette inaction, faisant écho au discours de Grenoble de juillet 2010 et aux récentes déclarations de Manuel Valls sur les Roms, sont d'autant plus graves qu'ils laissent le champ libre à l'expression, par une partie de la population, d'un discours intolérant, haineux et dangereux pour notre démocratie. Votre responsabilité pourrait être engagée si des actes plus graves étaient commis.

Dans la poursuite de la démarche constructive qui a toujours été la nôtre, nous restons à votre disposition pour chercher ensemble des solutions. A quelques mois de l'ouverture du marché du travail à ces citoyens européens, il y a, nous semble-t-il, urgence.

Veillez recevoir, Madame ou Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Pour le Collectif
F.Loret



contacts: François Loret, 06 88 08 80 17, csrmlv@gmail.com

Yves Terrenoire, 06 07 40 74 17, yvesterrenoire@wanadoo.fr

Copie à:

M. A. Regnier, DIHAL,

Mme M. Letocard, Sous-Préfète chargée de la politique de la ville

Mme Z. Boudjemai, Conseillère Education/ Culture à la DIHAL

M. D. Baudis, Défenseur des droits,

Aux élus seine-et-marnais :

Député(e)s, sénateur-rices, élu(e)s au Conseil Régional, au Conseil Général, Maires des communes.

Avec le soutien de :

Turbulences,

Droit de Cite(r) des Femmes,

Réseau Éducation Sans Frontières 77,

La Ligue des Droits de l'Homme 77,

Parti de Gauche 77,

Sgen Cfdt 77,

Romeurope 77,

Collectif de soutien aux familles Roms de Noisy le Grand, membre du CNDH Romeurope